

ROBERT MUCHEMBLED

INSOUMISES

Une autre histoire des Françaises,
XVI^e-XXI^e siècle

autrement

INSOUMISES

Jusqu'à une époque très récente, les femmes françaises ont été contraintes par des lois, des principes et des normes sociales entravant leurs ambitions, leur visibilité, leur liberté. Pourtant, loin de n'être qu'assujetties, beaucoup d'entre elles ont su imposer la prise en compte de leur magie, de leurs désirs, de leurs volontés, se taillant des espaces de liberté, voire de réelles positions de puissance parmi leurs contemporains.

Le grand historien Robert Muchembled nous emmène à la rencontre de toutes ces insoumises : des guérisseuses paysannes du XVI^e siècle aux féministes d'aujourd'hui, en passant par les mystiques et « possédées » du XVII^e, mais aussi les favorites, courtisanes ou comédiennes des XVIII^e et XIX^e siècles adulées comme des reines et ayant plus de pouvoir qu'elles. Sans oublier un grand nombre de femmes de toutes conditions qui trouvaient divers moyens de contourner les interdits érigés par les hommes. Une histoire à rebours des idées reçues.

Écrivain, professeur honoraire des universités de Paris et chevalier de la Légion d'honneur, **Robert Muchembled** a écrit plus de trente ouvrages, parmi lesquels *Une histoire du diable* (2000), *L'Orgasme et l'Occident* (2005), *Une histoire de la violence du Moyen Âge à nos jours* (2008), *Mystérieuse Madame de Pompadour* (2014), *La Civilisation des odeurs* (2017), *Le Fils secret du Vert-Galant* (2021).

autrement

Conception graphique : studio Flammarion
© René Saint-Paul/Bridgeman Images

Insoumises

Robert Muchembled

Insoumises

Une autre histoire des Françaises,
xvi^e-xxi^e siècle

Éditions Autrement

Avertissement

Cet ouvrage est la réédition d'un essai publié en 2013. Depuis dix ans, les mouvements féministes et la sensibilité de la société ont beaucoup évolué, ce qui est également le cas de l'étude et de la connaissance de ces mêmes mouvements féministes, évoqués au dernier chapitre.

*À la mémoire de ma mère, Marie-Louise,
et pour Jane, mon épouse*

Introduction

Comment peut-on faire l'histoire des femmes alors qu'aucune rubrique spécifique ne leur est consacrée dans le classement traditionnel des fonds d'archives¹ ? Les conditions de production des sources utilisables, massivement monopolisées par des hommes jusqu'à une époque très récente, aboutissent à une vision éclatée, fortement contradictoire, d'autant que chaque historien(ne) injecte involontairement beaucoup de son époque et de ses propres valeurs dans le sujet. Compte tenu de la très grande discontinuité documentaire existant entre l'Ancien Régime et l'époque contemporaine, il serait en outre utopique de prétendre dérouler un récit linéaire objectif à propos des Françaises depuis cinq siècles. Seul un lissage arbitraire des réalités multiformes pourrait en laisser l'illusion, par exemple en énumérant les « preuves » d'une lente prise de conscience collective des dominées qu'elles sont toutes censées être, sans avoir préalablement expliqué que le postulat de départ résulte d'un choix interprétatif purement subjectif. Car les femmes sont insérées dans des ensembles sociaux et culturels précis. Elles prennent sens à

travers de tels ancrages, non pas uniquement par la puissance de l'écriture masculine qui a sélectionné l'information dormant dans les manuscrits ni par celle des féministes qui simplifient parfois le panorama en insistant sur les souffrances de leurs ancêtres, sans se demander si elles n'avaient pas certains moyens de les alléger ou de transgresser l'ordre rigide imposé par les hommes. Il est vrai qu'avant la loi du 4 mars 2002, appliquée à partir de 2005, permettant aux enfants de choisir entre le patronyme et le matronyme des deux parents, les Françaises ont toujours vécu « au nom du père ». Maris, frères, parents mâles ont sans cesse pesé d'un poids immense sur leurs épaules, faisant même d'elles en droit d'éternelles mineures durant de longs siècles. Mais la législation n'est pas la vie quotidienne. Les chercheurs en sciences humaines savent que le consentement tacite des dominés est indispensable pour qu'elle s'applique. Dans le cas contraire, refus et révoltes en résultent. Le deuxième sexe est capable de violents mouvements revendicatifs : les « poissardes » qui vont déloger Louis XVI à Versailles auraient pu se réclamer des meneuses des « émotions » frumentaires du XVII^e siècle ou des Parisiennes qui éviscérèrent les cadavres des protestants lors de la Saint-Barthélemy. Les femmes ne se laissent pas non plus traiter en esclaves soumises dans le for privé, comme je souhaite le montrer dans cette histoire des Françaises conduite à rebours des idées reçues.

La question du Féminin, qu'il est impossible de traiter en vase clos, sans rapports avec le Masculin, a pris une extraordinaire ampleur au début du troisième millénaire, devenant l'un des principaux problèmes de société que notre nation ait à affronter, au moment précis où l'intégration européenne tend à effacer l'exception française. Je ne prétends nullement réaliser une somme sur ce vaste thème, ce qui exigerait d'immenses efforts et de multiples collaborations, mais simplement apporter une contribution à la réflexion collective en

cours. Historien des sociétés, des cultures et des comportements, je me suis trouvé irrésistiblement attiré par ce champ de recherches novateur. Car, au cours de mes travaux, j'ai rencontré des femmes du peuple beaucoup moins opprimées que ne le suggèrent des clichés passéistes, des sorcières paysannes brûlées pour de prétendus excès de pouvoir, des centaines de danseuses, de chanteuses et de grandes courtisanes du XVIII^e siècle adulées comme des reines et ayant plus de pouvoir qu'elles, sur le modèle de madame de Pompadour ou de madame du Barry. Sans oublier un grand nombre de femmes de toutes conditions qui trouvaient divers moyens de tourner les interdits érigés par les hommes. Aussi m'a-t-il semblé important d'explorer l'histoire des Françaises autrement qu'en ressassant les vulgates classiques concernant leur oppression. J'ai préféré suivre une piste pour le moins insolite : constamment dominées, jusqu'à une époque très récente, par des lois, des principes et des normes théoriques imposés par les hommes, elles n'ont cependant jamais été réellement brisées ni fondamentalement soumises, quel que fût le groupe social auquel elles appartenaient. Beaucoup d'entre elles ont su imposer la prise en compte par le sexe fort de leur magie, de leurs désirs, de leurs volontés, se taillant des espaces de liberté, voire de réelles positions de puissance sur la gent masculine.

L'histoire des Françaises vue autrement

De même que l'enfant a été « découvert » en tant qu'objet historique vers 1960¹, parce que la fécondité des Françaises était devenue une préoccupation obsédante durant la Seconde Guerre mondiale et la période du « baby-boom » ultérieure, le thème de la femme s'impose actuellement comme le symptôme de l'un des plus grands ébranlements qu'ait connus notre société depuis l'avènement du christianisme : la puissante renégociation des frontières entre le masculin et le féminin, sur fond de large libération sexuelle et de transformation en profondeur des valeurs qui fondent notre culture, ainsi que celle de l'Europe tout entière.

L'histoire au féminin : une arène disputée

Le sujet s'invente lentement depuis quelques décennies. En 1977 paraît une analyse du féminisme français². Les auteurs puisent l'essentiel de leurs informations dans le domaine des idées, en particulier dans la littérature, ce qui n'a rien

d'étonnant au point de départ d'une étude très nouvelle, alors presque impossible à documenter en utilisant les fonds d'archives, faute de catalogage adéquat et de recherches suffisamment nombreuses. Les lignes de force théoriques de la question apparaissent clairement. Ennemis et partisans des filles d'Ève constituent deux camps solidement établis depuis le Moyen Âge. Au milieu du xvi^e siècle, la « querelle des femmes » durcit les positions des uns et des autres. Des féministes font pourtant entendre une voix de plus en plus audible, à l'instar de Marguerite de Valois, l'épouse répudiée d'Henri IV, de Marie de Gournay, la « fille d'alliance » de Montaigne³, et surtout de Poullain de la Barre. Auteur en 1673 de *De l'égalité des deux sexes*, ce dernier stigmatise la loi du plus fort des mâles, bien que les cerveaux de tous les humains soient exactement semblables : « On rapporte souvent à la nature ce qui ne vient que de l'usage » (de la culture, écrirait-on aujourd'hui).

Excellente somme au moment de sa sortie en 1977, l'ouvrage des historiens Maïté Albistur et Daniel Armogathe a été contredit sur certains points par l'intense mouvement de la recherche depuis plus d'un tiers de siècle, notamment à propos du renforcement de l'autorité patriarcale sur les bourgeoises et de la faiblesse des changements observés parmi le peuple⁴. Car ce double jugement ne reposait pas sur des observations sociales mais sur l'analyse du développement du droit romain à partir de la Renaissance, la tutelle paternelle et maritale étant censée s'être resserrée dans les milieux citadins supérieurs, considérés arbitrairement comme plus sensibles que les autres à ce mouvement.

Un deuxième jalon fondamental est posé vers 1990 par les soixante-trois collaboratrices et douze collaborateurs de la célèbre *Histoire des femmes en Occident*, coordonnée par Georges Duby et Michelle Perrot, qui ont collectivement postulé « l'existence d'une domination masculine, et donc

d'une subordination, d'une sujétion féminine⁵ ». Des voix se sont néanmoins élevées en Amérique du Nord pour critiquer la trop grande prudence du propos et décrire la société comme une arène très conflictuelle où les deux sexes ne peuvent que s'opposer résolument, certaines contributions soulignant même l'existence d'une guerre contre les femmes⁶. Elles s'inspiraient des idées de Simone de Beauvoir, affirmant dès 1949 que « deuxième sexe » rimait avec sujétion depuis la nuit des temps⁷.

Luce Irigaray et Hélène Cixous se rapprochent de telles conceptions, tout comme Éliane Viennot, une spécialiste de la littérature, productrice depuis 2006 d'une monumentale histoire de France vue du côté féminin, qui considère ses consœurs d'hier et d'aujourd'hui comme de pures opprimées sur la très difficile voie de la libération⁸. Michèle Riot-Sarcey aboutit à un constat identique : « Famille et démocratie apparaissent alors comme des instruments de domination », l'une servant de modèle à l'autre, juge-t-elle en présentant trois figures féminines rebelles des années 1830-1848, dont Jeanne Deroin, dénonciatrice du mariage indissoluble, « chaîne pesante pour les deux époux, humiliante et oppressive pour la femme⁹ ». L'anthropologue Françoise Héritier estime, d'ailleurs, que toute société humaine, actuelle ou passée, présente un « domaine réservé masculin considéré comme instance supérieure de prestige et de pouvoir¹⁰ ». Des chants de triomphe commencent cependant à se faire entendre. Geneviève Fraisse se réjouit de voir les Françaises sortir de millénaires d'oppression, le « droit du plus fort » ayant été contesté par les luttes féministes et ayant cédé le pas au partage, à la « parité domestique », car « le mari et le père, semblables au roi, ne sont plus¹¹ ». De jeunes chercheuses observent avec une grande satisfaction l'inversion imminente du mécanisme oppressif. « Non seulement les hommes ont dû apprendre à partager, mais de surcroît,

ils sont aujourd'hui numériquement dominés ou en voie de l'être », malgré des îlots de résistance, proclame Sylvie Schweitzer, à propos des générations paritaires des années 2010 en Europe, qu'elle voit en passe de construire une vie égalitaire¹².

Certains historiens postulant l'existence d'un conflit irrépressible entre les hommes et les femmes en proposent une version allégée. Ainsi les mâles français rechercheraient-ils le pouvoir pour lui-même, alors que leurs concitoyennes choisiraient plutôt de s'en servir pour la création, pour « l'enfantement des choses¹³ ». Une spécialiste américaine pense que les secondes privilégient l'influence à l'exercice de l'autorité politique, ce qui sert de prétexte pour les disqualifier en doutant de leur sérieux. Elles préfèrent le « pouvoir de » (changer la société) au « pouvoir sur » (les autres individus), ce qui les rend plus coopératives, plus pratiques, plus civiques et moins travaillées par des ambitions personnelles¹⁴.

À l'opposé, l'idée d'une meilleure harmonie des sexes, explicative de la modération du féminisme dans le pays et d'une singularité hexagonale, est portée par nombre des spécialistes françaises du sujet les plus réputées, telles Mona Ozouf, Élisabeth Badinter, Florence Montreynaud, Michelle Perrot, Françoise Thébaud, l'ethnologue et sociologue Martine Segalen, la spécialiste de littérature Michèle Sarde.

Pour Mona Ozouf, l'Ancien Régime constitue un véritable « paradis des femmes », qui font et défont les ministères et possèdent le pouvoir de la parole dans les cercles supérieurs, bien que leur règne s'établisse au prix de l'infidélité et de la licence sexuelle. Le rôle important des salons féminins au XVIII^e siècle en témoigne. L'Américaine Carla Hesse a récemment apporté de l'eau à son moulin en montrant que la subordination féminine connaissait une exception de taille dans la vie publique littéraire, d'après 657 écrits majoritairement rédigés par des écrivaines françaises entre

1789 et 1800. Encore limite-t-elle la portée de ses interprétations en insistant sur les œuvres de fiction, alors que sa liste n'en contient que 117, contre 251 titres (38 % du total) dédiés à la politique¹⁵. Bien que certains de ces derniers soient très courts, leur importance numérique prouve le vif intérêt porté par les dames de qualité à un domaine qu'elles n'hésitent nullement à investir, contrairement à de tenaces idées reçues. Cette « royauté des femmes cultivées », poursuit Mona Ozouf, continue à s'affirmer au XIX^e siècle : George Sand peut déclarer dès 1867 qu'« un homme et une femme, c'est si bien la même chose », peu avant que l'école égalitaire de la III^e République ne renforce davantage encore la singularité hexagonale en fondant le couple mythique de l'instituteur et de l'institutrice mariés. La France pense « l'universalité du sujet humain », conclut-elle en empruntant l'idée à Louis Dumont¹⁶.

Le bicentenaire de la Révolution célébré en 1989 a ouvert une voie royale au féminisme universaliste à la française, en y associant des penseurs masculins, dans la droite tradition des Lumières. En 1988, Robert et Élisabeth Badinter publient ensemble une biographie de Condorcet, l'un des ancêtres de la cause des femmes. Après avoir fait paraître en 1983 *L'Ambition féminine au XVIII^e siècle*, à travers l'exemple d'Émilie du Châtelet, Élisabeth Badinter développe sa conception de l'égalité entre les sexes en 1989 dans *Qu'est-ce qu'une femme ?*. Il n'est pas indifférent de noter que le siècle des philosophes est pour tous deux, comme pour Mona Ozouf, la référence principale, le point de départ du changement. En 1989 également paraît un monumental ouvrage coordonné par Florence Montreynaud, *Le XX^e Siècle des femmes*. Il s'ouvre sur une profession de foi d'Élisabeth Badinter : « C'est pourquoi, en cette fin du XX^e siècle, il reste aux femmes deux tâches à mener de front : achever le processus égalitaire dans leur vie familiale et professionnelle,

mais aussi tendre la main aux hommes pour les aider à accéder au nouveau monde », à laquelle fait écho la conclusion de la directrice du volume : « La situation des Françaises, sur le plan légal, est l'une des plus avancées du monde. Mais il reste quelques Bastille d'ordre psychologique qui devront disparaître¹⁷... » La signataire est également la fondatrice, en 1999, du mouvement des Chiennes de garde, un réseau de vigilance qui défend les femmes publiques contre les insultes sexistes et élit le « macho de l'année ». Comme quoi, au pays de Voltaire et d'Émilie du Châtelet, le militantisme sans concession n'empêche nullement de souscrire à une conception universaliste du féminisme.

Michèle Sarde avait avancé des théories du même ordre dès 1983, en puisant ses exemples dans des sources littéraires. Pour elle, la sphère privée française est constamment régie jusqu'à nos jours par les codes de l'amour courtois. Le mariage traditionnel se trouve depuis lors équilibré par un troisième partenaire, si bien que l'adultère féminin est traité avec beaucoup plus d'indulgence que partout ailleurs. Les principaux traits permanents du phénomène reposent sur la suprématie du deuxième sexe dans la vie mondaine, la mixité de l'espace public, la forte influence des dames dans le domaine politique, la glorification de la parole et du discours amoureux, la liberté des mœurs pour tous et une grande indulgence pour les relations extraconjugales. Preuves sociologiques à l'appui, en réclamant néanmoins plus de parité, l'auteure a réaffirmé en 2007 que l'universalisme et la mixité demeurent les pivots de la spécificité française, situation qu'elle estime peu fréquente sur la planète¹⁸. Cette relative harmonie n'empêche évidemment pas de fréquents conflits ni de permanentes renégociations des frontières entre les sexes.

Françoise Thébaud accepte aussi la notion de spécificité française, hommes et femmes entretenant des relations sans agressivité qui reposent plus sur la séduction et l'échange que

sur l'affrontement. Elle considère, cependant, que la situation se fige au XIX^e siècle¹⁹. Peut-être accorde-t-elle un peu trop d'importance aux discours théoriques ? Car les femmes continuent d'exercer un grand empire sur les hommes, en particulier sur ceux qui détiennent la puissance publique. L'une des principales pionnières du sujet, Michelle Perrot, conserve parfois des accents féministes, tout en définissant davantage une complémentarité entre hommes et femmes qu'un antagonisme permanent. Spécialiste du XIX^e siècle, elle l'observe avec un regard neuf et pénétrant. À rebours des idées traditionnelles concernant la prétendue complète soumission des Françaises au temps des bourgeoisies triomphantes, elle affirme qu'elles ne sont alors ni passives ni soumises. Dans les milieux populaires, elles possèdent un véritable pouvoir culturel inscrit dans leur corps, ce qui fait d'elles les principales rivales des médecins avant que ceux-ci ne parviennent à imposer leur autorité. Et nombre d'entre elles sont capables d'une sorte de féminisme pratique, notamment au lavoir, y compris à Paris, comme en témoigne en 1893 le roman de Cardoze, *La Reine du lavoir*²⁰. En écho, Martine Segalen ne croit pas à l'existence d'une supériorité absolue du mari paysan durant la même période. Le « préjugé d'une domination masculine » n'est à ses yeux qu'une sorte de truisme bourgeois projeté sur le monde rural par les nombreux folkloristes venus l'observer. Au village, la relation entre les sexes privilégie la complémentarité jusqu'au XX^e siècle, moment où s'amorce un affaiblissement de la position féminine, à la suite d'une perte de puissance « magique » des intéressées, tandis que s'affirme davantage la prééminence virile²¹.

Idée reçue dans les couches supérieures de la société industrielle, l'infériorité féminine est probablement plus un fantasme de mâles qu'une pesante réalité sociale. Car les dames de la bourgeoisie se dérobent devant le regard inquisiteur des pères et des époux. Michelle Perrot parle à juste

titre de « silences de l'histoire » et montre l'importance d'un mécanisme de refoulement du corps féminin. L'autocensure est évidente dans le journal intime de Caroline Brame (1847-1892), issue d'une famille parisienne aisée du boulevard Saint-Germain, parlant de choses qu'elle ne peut pas écrire et s'adressant avec angoisse à elle-même : « Oserai-je²² ? » Elle l'est plus encore chez les bourgeoises du Nord de 1850 à 1914, présentées par l'historienne Bonnie Smith, totalement silencieuses à propos de la chair, du désir et du plaisir²³. Or les filles de ce milieu se marient vers 20 ans avec un homme âgé de 25 à 28 ans, puis engendrent cinq à sept enfants. Focalisée sur leurs récits autobiographiques selon lesquels la famille et la maison sont proprement sacrées, par opposition au dehors, qualifié de profane et d'inquiétant, l'analyse ignore complètement la sexualité. La différence d'âge, les expériences antérieures de l'époux, le possible traumatisme de la nuit de nocces, le plaisir ou son absence ne sont jamais évoqués, l'enquêtrice évitant toute question à ce propos. Pour lever le voile, il faut se référer à un livre d'Anne Martin-Fugier sur les bourgeoises au temps du romancier Paul Bourget²⁴. La relation avec l'homme y prend toute son importance. Masculin et féminin se définissent toujours l'un par rapport à l'autre, et l'adultère, parfois croisé, joue un rôle essentiel, comme compensation susceptible d'aider à vivre ou comme facteur de dissolution de l'union.

Il n'est pas étonnant que de tels refoulements aient ouvert la voie au succès de la psychanalyse freudienne, précédée par les études sur l'hystérie de Charcot. De plus, l'interdit ainsi souligné trace les contours d'une frontière essentielle entre les deux sexes. Le rigorisme bourgeois pèse plus sur les femmes que sur les hommes, tacitement autorisés à fréquenter des prostituées, sous prétexte que leurs épouses ne sont pas censées leur procurer l'extase, mais simplement faire froidement leur devoir conjugal afin de produire des

enfants. Du côté des dames, le refus de parler du corps, sauf lorsqu'il s'agit de maladies, dont l'évocation est licite, n'est nullement la preuve de leur complète sujétion, car l'adultère discret constitue pour nombre d'entre elles un exutoire, une revanche et un apprentissage du plaisir, on le verra²⁵. La puissante inhibition qu'elles se doivent d'afficher appartient aux conventions dictées par les hommes de leur groupe social, tandis que la conquête subreptice de suaves libertés relève de comportements transgressifs bien réels de leur part, stratégie permettant de mieux supporter les exigences excessives des pères et des maris.

Les silences du deuxième sexe ne recouvrent donc pas uniquement une pudeur exacerbée ou de terribles souffrances. Ils contribuent également à desserrer le carcan patriarcal tout en conservant la fiction d'une complète docilité des filles, des sœurs et des épouses. La rareté des poursuites judiciaires en cas d'adultère féminin et la légèreté des peines imposées indiquent que les juges français attachent une assez faible importance au problème, ce qui laisse entrevoir une large tolérance tacite masculine dans les milieux dirigeants, bien avant le rétablissement du divorce en 1884. Les bourgeois se montrent largement plus choqués par les comportements sexuels trop libres des filles du monde ouvrier et par le concubinage fréquent dans ces groupes, affichés ostensiblement, que par les écarts de leurs compagnes²⁶. À condition que ces dernières se distinguent des catégories vulgaires en n'affichant jamais ouvertement leur sexualité extraconjugale. Celles qui multiplient les aventures n'en soufflent mot dans leurs journaux intimes, réservant ces fulgurances aux lettres enflammées à un galant. Telle était déjà la règle que s'imposait Marguerite de Valois à la fin du xvi^e siècle et telle demeurera la pratique, tant pour les grandes amoureuses émules de Sarah Bernhardt que pour toute dame de qualité.

Féminité et société, de la Renaissance aux années 1950

Le fil directeur du présent essai est que, contrairement à une idée reçue, les Françaises disposent depuis des siècles de certaines formes de pouvoir. Car ce dernier n'est pas tout entier contenu dans l'arène publique, monopolisée par le sexe masculin avant les conquêtes féminines de la seconde moitié du ^{xx}^e siècle et de notre temps. Il existe également dans la sphère privée. La distinction permet de rendre compte d'une différence comportementale généralement réservée aux hommes par les chercheurs : le « double standard », qui les autorise tacitement à afficher une existence publique réglée auprès d'une épouse soumise et une vie intime dévolue à des maîtresses dont nul n'ignore la grande importance, tant auprès de Louis XIV que du bon bourgeois du ^{xix}^e siècle. On ne s'est pas demandé si les femmes n'en pratiquaient pas une variante, dans un pays où l'adultère féminin est considéré avec la plus grande indulgence depuis le temps de l'amour courtois, on l'a noté²⁷. C'est ce for privé féminin qui m'intéresse, à la recherche des pratiques permettant aux intéressées de tempérer la sujétion qu'elles doivent afficher en public et d'exercer un réel pouvoir. Le concept ne saurait être limité à sa définition politique étroite, ni même aux apparences de la domination et de la subordination, qui peuvent être des plus trompeuses. Pris dans une acception plus large, il désigne toutes les manières dont une personne prend le pas sur une autre, physiquement, mais aussi verbalement, symboliquement, voire de façon métaphorique. Le paraître n'est pas l'être, loin s'en faut parfois. La force cachée du plus faible peut être de résister, sourdement ou ouvertement, voire de se venger cruellement, ou encore de gêner subtilement l'existence de ses supérieurs.

Dans cette optique, le demi-millénaire concerné ne peut être traité de manière purement chronologique, compte

tenu d'énormes variations quantitatives et surtout qualitatives dans la documentation. Aussi faut-il évoquer d'entrée les principaux repères temporels. Le choix du point de départ s'impose parce que la Renaissance, période novatrice succédant aux « ténèbres gothiques » critiquées par Rabelais, est l'objet de descriptions extrêmement contradictoires quant à la place des femmes. Le droit romain retrouve précisément une nouvelle vigueur en France à partir du XVI^e siècle. Or il est plus défavorable à la femme, considérée comme une éternelle mineure, que les droits coutumiers. Au même moment se développe une grande offensive pour réhabiliter le mariage et l'investir d'une plus grande sacralité, dans la droite ligne du concile de Trente. En 1557, Henri II légifère en ce sens et condamne durement le « recel de grossesse », c'est-à-dire le fait de ne pas déclarer celle-ci aux autorités lorsque la procréation a eu lieu hors des liens conjugaux. Si l'enfant meurt, fût-ce par accident, la mère peut être condamnée à mort, comme s'il s'agissait d'un avortement ou d'un infanticide. Principal crime féminin répertorié dans les sources, le cas arrive loin devant celui de sorcellerie : au total, près de 1 500 femmes auraient été pendues pour cette raison entre 1557 et 1789, dans le ressort du parlement de Paris. Il est imaginable que près du double aient subi le même sort à l'échelle du royaume²⁸. Ces chiffres ne traduisent cependant pas un massacre généralisé, dans un royaume peuplé de plus de 20 millions d'habitants, durant une si longue période. Les accusées sont surtout des filles pauvres, dont beaucoup de servantes engrossées par leur maître ou par un homme qui a refusé de les épouser, les poussant par désespoir au silence sur leur état. Si la législation avait réellement été appliquée systématiquement, elles auraient pu être des centaines de milliers à subir le même sort. Le discours impitoyable de la monarchie contre de telles perversions féminines n'aboutit donc pas à des hécatombes, bien qu'une loi spécifique le

permette. La disjonction s'explique probablement par une grande indulgence sociale généralisée (sauf exceptions particulières), comparable à celle que les jurys populaires du XIX^e siècle appliqueront à nombre de jeunes femmes infanticides. La pratique aboutit à faire des exemples, pour tenter de culpabiliser celles qui transgressent les interdits portant sur les relations sexuelles hors du mariage, non pas à éradiquer un « crime » assurément plus massif que ne le suggèrent les archives judiciaires.

Le terrain, on le voit, exige beaucoup de prudence, car on ne peut se satisfaire des seuls textes normatifs, pas plus que des dossiers judiciaires, pour analyser la manière dont est perçue et gérée la féminité. Le recel de grossesse ou la sorcellerie pourraient même être interprétés comme des preuves du développement d'une plus grande sujétion féminine, sous le joug d'un « paternalisme » renforcé à partir du XVI^e siècle. Sans être totalement fausse, la conclusion serait pour le moins très exagérée, car les exemples dûment enregistrés sont peu nombreux : dix recels de grossesse par an, en moyenne, dans l'immense ressort du parlement de Paris, au plus fort de la répression. La fonction de telles poursuites est cependant très importante au niveau symbolique, en faisant peser une peur du dernier supplice sur celles qui osent avoir des relations sexuelles extra-matrimoniales, en particulier les jeunes filles, théoriquement astreintes à la chasteté en vertu des lois divines et humaines du temps. Il va sans dire que les maîtresses royales, les femmes nobles, les riches citadines, et beaucoup d'autres, ne se sentent guère concernées par la menace. Elles savent certainement qu'elles ont tous les moyens d'y échapper. On peut douter qu'elles éprouvent en la matière une angoisse aussi intense que les servantes pauvres soumises au bon plaisir des maîtres. Tout au plus ont-elles probablement le sentiment de ne pas être entièrement libres de leur corps, sous le regard sévère des pères et des clercs.

Grande époque pour les femmes de l'élite aristocratique, la Renaissance est aussi, plus subrepticement, celle du développement d'un très vigoureux antiféminisme citadin, surtout à Paris, double phénomène qui perdure jusqu'à la Révolution²⁹. Sous les rois absolus, le pays le plus puissant d'Europe est, en effet, loin de posséder une civilisation unifiée. Il est pour le moins possible de distinguer sur son sol deux cultures de résistance ancrées dans le passé, celle des aristocrates de province et celle des paysans, ainsi que deux cultures de « modernisation », la Cour et la Ville, très antithétiques, bien que parfois ligüées contre des ennemis communs. Aucune n'est évidemment homogène. Les deux dernières sont parcourues de contradictions incessantes : bastion des légistes désireux de renforcer la tutelle masculine sur le sexe faible, le parlement de Paris n'en tempère pas moins fortement la chasse aux sorcières, qu'il décriminalise dès les années 1640, tandis qu'une partie de la Cour, généralement regroupée autour de la reine, hait les favorites royales et attise sans cesse contre elles des complots ou des mouvements hostiles, perçus par les bourgeois et les foules urbaines comme autant de scandales supplémentaires.

Les triomphes respectifs de la Cour et de la Ville, à partir du XVII^e siècle, n'empêchent pas la survie des cultures de résistance, dont témoignent les actions « viriles » des dames nobles durant la Fronde, ainsi que les très nombreuses révoltes paysannes où les femmes jouent parfois un rôle éminent, surtout durant les émeutes frumentaires. De 1715 à 1789-1793, la culture de cour prend nettement l'avantage, ouvrant de plus en plus le champ des libertés à une avant-garde féminine. La quête du plaisir charnel conduit au desserrement de la tutelle masculine. Imitant le roi qui laisse d'immenses pouvoirs aux grandes favorites, telle madame de Pompadour, les courtisans et le Tout-Paris masculin se jettent aux pieds de centaines de danseuses ou de chanteuses parées de diamants

qui multiplient les amants, comme le font également les dames mariées de la haute société. La femme donne alors le ton dans cet univers, dans les salons, au théâtre et partout où se déploie la vie mondaine, choisissant en même temps, à sa guise, le « greluchon » qui lui donne du plaisir, et le riche « milord pot-au-feu » capable de l'entretenir en se ruinant³⁰. Les grondements de la Ville « bourgeoise » ou ceux des jansénistes n'y peuvent rien, malgré les exils des parlements, l'attentat de Damiens contre le roi en 1757 et la situation financière de plus en plus catastrophique.

Vient ensuite le temps des incorruptibles, ou de ceux qui se prétendent tels. Le XIX^e siècle voit l'apothéose théorique du « paternalisme » bourgeois et de la morale conjugale resserrée. Mais la Ville a définitivement été contaminée par la Cour, dont les Français portent aujourd'hui encore, fût-ce avec irritation, le souvenir embelli par la nostalgie. La folie érotique de la fin de l'Ancien Régime survit en s'adaptant à des normes nouvelles de discrétion. La prostitution explose. Les favorites se démocratisent, tandis que quelques reines du théâtre, Rachel ou Sarah Bernhardt, prennent la succession des danseuses de l'Opéra pour imposer leur souverain pouvoir aux hommes les plus puissants du Second Empire, puis de la III^e République. Plus tard, le rôle incarné à l'écran par Brigitte Bardot en 1956 dans *Et Dieu créa la femme* offre un modèle popularisé de fille libérée par la sexualité, qui puise une partie de son attraction dans l'image puissamment érotisée de la chanteuse ou de la danseuse du XVIII^e siècle. Le phénomène de starification démultiplie à l'infini la faculté qu'avaient celles-ci de produire un irrépressible fantasme sexuel chez les représentants du sexe opposé, pour mieux en faire les esclaves de leurs volontés. Au XIX^e siècle, l'adultère trouve là son principal moteur pour se transformer en une instance réparatrice ou régulatrice du mariage, très idéalisé dans la vision bourgeoise de l'existence, mais trop souvent

vécu comme un insupportable carcan par les deux conjoints. Du côté des ruraux, l'offensive moralisatrice s'intensifie, afin de leur imposer la pureté de mœurs que les censeurs ne pratiquent pas toujours eux-mêmes. La leçon édifiante se développe encore plus puissamment à l'intention des ouvriers de l'industrie, sous la pression paternaliste des patrons et du christianisme social. Les incessantes plaintes des observateurs envoyés sur ces fronts de paganisme favorables aux horreurs charnelles prouvent que les résultats ne sont pas à la mesure des efforts. Les femmes du peuple n'abdiquent pas aisément leurs anciennes libertés, dont la sexualité demeure un important témoignage.

Aussi le retour en force d'une culture favorable aux femmes dans les milieux supérieurs de la Belle Époque n'a-t-il rien pour étonner. Ce n'est pas tant une valorisation des mœurs libérées qu'un recul de l'hypocrisie bourgeoise, un changement des modes et des conduites admissibles beaucoup plus que des pratiques. Peut-être est-ce la raison pour laquelle le vote féminin n'est la préoccupation que d'une étroite minorité d'activistes. Le fond de la culture n'est pas à une sévère sujétion des femmes. Il est vrai qu'elles affrontent de redoutables défis épargnés aux hommes. Leur principale aliénation est liée aux dangers des rapports intimes avant le développement des moyens contraceptifs. Sans oublier la tendance masculine à fuir ses responsabilités, surtout lorsqu'un futur père a obtenu les faveurs de sa partenaire en lui promettant le mariage, mais n'a pas les moyens financiers ou l'autorisation familiale d'assumer ses devoirs. Les grands clivages sont plus sociaux que liés à une très improbable guerre des sexes. Car l'état d'ouvrier pauvre n'est guère meilleur que celui de femme du même groupe. Misère et frustrations produisent des processus de dérivation de l'agressivité induite, de ceux qui s'estiment les plus forts vers les plus faibles. Lorsqu'un mari bat régulièrement son épouse, il s'agit parfois plus des

conséquences pathologiques d'une oppression pesant sur l'ensemble de la classe sociale que du jeu normal des rapports entre les sexes, surtout si l'interprétation du phénomène est conduite par un témoin étranger issu du monde supérieur.

Quatre milieux producteurs de pouvoirs féminins

L'appartenance à un groupe spécifique de population constitue un critère fondamental pour l'historien. L'idéal aurait été de conduire une analyse systématique de la question féminine pour chaque entité sociale et culturelle identifiable durant la période concernée. La chose se révèle impossible, car les archives sont non seulement très discontinues, mais également profondément hétérogènes. Particulièrement difficiles à comparer entre l'Ancien Régime et les temps contemporains, elles le sont tout autant, par exemple, entre le ^{xvi}^e et le ^{xviii}^e siècle. J'ai donc résolu de choisir quatre ensembles socioculturels fondamentaux, au sein desquels la féminité fut beaucoup plus libérée qu'on ne le prétend généralement : le monde paysan, la Cour, les monastères féminins et l'univers bourgeois de 1789 aux années 1950. Les séparer ainsi peut paraître arbitraire, car les trois premiers coexistent sous les rois absolus. Leur originalité n'en a pas moins été produite par des temporalités très différentes : le très long terme, Moyen Âge compris, à propos des rurales ; la période de la Renaissance aux Lumières pour les puissantes femmes de cour ; quelques décennies du ^{xvii}^e siècle si l'on considère les nonnes possédées par le démon. Il ne s'agit nullement d'observer des sortes de types idéaux, mais de montrer que des groupes sociaux très différenciés enregistrent des combats de femmes aux formes et aux objectifs distincts, buttes témoins, en quelque sorte, d'une résistance multiforme à la tutelle masculine qui a sûrement laissé d'autres traces moins évidentes dont l'inventaire reste à établir. Si elles ne consti-

tuent pas un tout, ces luttes contribuent à développer dans les divers segments sociaux concernés un état d'esprit de contestation de la prétendue domination masculine, dont la somme explique peut-être la vieille réputation de forte indépendance des Françaises par rapport aux mâles dominants.

L'univers rural, tout d'abord, rassemble environ 80 % des Français sous l'Ancien Régime et ne devient minoritaire qu'après le Second Empire. Il est pourtant le plus mal connu. Les paysannes n'écrivent pas, ou très peu, ce qui décourage les chercheurs face à un continent inconnu qui semble pratiquement inaccessible. Pourtant, des manières indirectes d'approcher le problème existent. Il est, d'une part, possible de pratiquer une histoire régressive en utilisant les récits autobiographiques d'Émilie Carles ou de Mémé Santerre³¹, ainsi que les nombreux témoignages des folkloristes, tel Van Gennep³², passés au crible de la critique pour évacuer leurs préjugés d'hommes des classes supérieures. Les documents judiciaires, d'autre part, abondent en renseignements à partir de l'introduction d'une procédure écrite systématique au XVI^e siècle. L'offensive brutale alors lancée par les clercs, les juristes, les citadins cultivés, dont le célèbre humaniste Jean Bodin, contre celles qu'ils définissaient comme des sorcières, contient une véritable mine d'informations sur les peurs des persécuteurs et les capacités magiques supposées de ces campagnardes prétendument endiablées. Il s'agit, en réalité, d'une vaste entreprise d'éradication des « superstitions » rurales, conduite au nom du Père par des mâles affolés. Car beaucoup d'accusées, sinon la plupart, représentent symboliquement les pouvoirs féminins qui s'exercent au village : pratiques de guérison et d'accouchement, rôle dans l'éducation des enfants, manières de dire et de faire respectées des hommes qui savent ne pas posséder la totalité de ces connaissances... Le monopole féminin sur la sexualité, la naissance et la mort se trouve mis en cause au cours de la dernière grande phase

d'implantation du christianisme, développée après la clôture du concile de Trente en 1563. La puissance traditionnelle du deuxième sexe en ces domaines est contestée, afin de remplacer la figure de la guérisseuse par celle de la Vierge et d'imposer des freins plus efficaces à la trop grande liberté de mœurs qui règne dans les campagnes. Jusqu'alors, les femmes en profitaient aussi assez largement, à condition d'accepter une plus grande discrétion que les hommes, afin de ne pas mettre ouvertement en cause leur honneur, lié aux yeux de tous à la pureté sexuelle des membres féminins de leur groupe familial. Après la crise, les traditions ne laissent pas de revenir, à petits pas, dès le XVIII^e siècle, dans un monde où la sexualité continue discrètement, jusqu'à nos jours, de constituer un relatif facteur de liberté féminine.

Le deuxième univers présenté est celui de la Cour, des villes italianisantes, Lyon et Paris surtout, de la noblesse qui imite le roi, des cercles supérieurs citadins acquis à l'humanisme ainsi qu'à l'esprit nouveau pétrarquiste et platonicien poussant à idéaliser la femme. Bien que ce souffle date de la fin du XV^e siècle, il s'incarne à partir de 1515 dans la rencontre d'un prince et d'un moment historique privilégié : éduqué par des femmes, sa mère et sa sœur, puis subjugué par l'Italie, François I^{er} gouverne désormais avec des femmes, ses maîtresses, telle la duchesse d'Étampes, et forme à la vie politique sa belle-fille Catherine de Médicis. L'époque est celle de la promotion des princesses, des écrivaines, des bâtisseuses, notamment Catherine de Médicis à Chenonceau et à Paris, la duchesse d'Étampes à Fontainebleau, Marguerite de Valois à Paris... Elles préfigurent la marquise de Pompadour et madame du Barry. Leur rôle culturel est prodigieux à la Cour, italianisée et féminisée, où les mâles se mettent à l'école de politesse et de charme des dames, comme l'enseigne Castiglione dans *Le Livre du courtisan*³³. En l'absence du mari ou du père, leurs contemporaines des familles aristo-

cratiques défendent souvent le château familial les armes à la main, fonction traditionnelle reprise par les princesses de la famille Condé durant la Fronde. Les amazones ne sont nullement un mythe dans cette catégorie sociale. Elles conquièrent de haute lutte la couche du monarque. Après Agnès Sorel, la première favorite officielle d'un roi de France, Charles VII, devenue sa conseillère politique occulte, tout en imposant aussi les modes vestimentaires, la duchesse d'Étampes reprend le flambeau auprès de François I^{er}. Une véritable institution est née, illustrée par Diane de Poitiers sous Henri II, puis par de nombreuses volontaires qui se pressent auprès d'Henri IV. Choisie par le souverain, comblée de cadeaux, de diamants, de domaines, l'élue du moment partage ses joies et ses peines. Elle peut exercer une immense influence, telle madame de Maintenon, l'astre discret qui a séduit le Roi-Soleil. N'en déplaise aux prudes historiens du XIX^e siècle et à certaines féministes, les maîtresses royales sont toujours des femmes puissantes et redoutées, libérées par la sexualité. Leur modèle s'est profondément enraciné dans la culture française, permettant à des centaines de danseuses et de chanteuses du XVIII^e et du XIX^e siècle d'exercer un énorme ascendant sur les hommes les plus importants ou les plus célèbres de leur temps. Depuis lors, de Sarah Bernhardt aux vedettes du grand et du petit écran, les stars ont souvent suivi des voies comparables pour s'imposer aux ténors politiques comme aux représentants les plus en vue de l'univers masculin.

Les nonnes du XVII^e siècle impliquées dans les grandes affaires de possession démoniaque qui agitérent les couvents d'Aix-en-Provence, Loudun et Louviers sont représentatives du troisième domaine socioculturel choisi. Inférieures par nature, dans un cadre religieux chrétien tracé par des hommes pour leurs semblables, qui ne promet d'égalité qu'hors de ce monde, elles sont complètement exclues du système de pouvoir ecclésiastique, n'ayant ni le droit de devenir prêtre ni

celui de délivrer les sacrements. La rigueur accentuée des pressions exercées sur elles lors de la Contre-Réforme et le renforcement de la clôture des monastères produisent des effets en retour dans plusieurs établissements féminins endiablés, de la fin du xvi^e siècle au milieu du suivant. Bien que les clercs du temps, suivis avec plus de subtilité par le père jésuite de Certeau au xx^e siècle, aient lu leurs étranges convulsions et exécrables discours comme des preuves de la défaite du diable, voire de celle des protestants, en tout cas comme des victoires de l'Église, ces comportements irrespectueux ont souvent eu pour elles un effet libérateur. Car elles ont profité de cette rare occasion pour formuler leur désespoir ou prendre une éclatante revanche verbale sur les hommes qui monopolisaient le devant de la scène religieuse. Censées sortir de la bouche du démon lui-même, d'intenses frustrations charnelles ont été formulées sans pudeur par les intéressées, notamment à Louviers. Ce qui fait songer à l'importance de la libération sexuelle, ou du moins à celle de son fantasme, dans la production récente par certaines féministes d'un discours de défense de la féminité³⁴.

Le quatrième chapitre est consacré à une entité socioculturelle devenue dominante au xix^e siècle, jusqu'au milieu du suivant. La qualifier de « bourgeoise » constitue assurément une simplification, mais s'avère utile pour la cerner commodément et retracer sa genèse. Elle ne commence à se développer vigoureusement qu'à partir du xvi^e siècle. Elle construit alors sa spécificité sur un rejet de la culture curiale et de la promotion féminine qu'elle implique³⁵. Sa morale initiale lointaine est celle des clercs et des moines, qui trouve un terreau fertile dans les couches citadines montantes, ni populaires ni aristocratiques, opposées à la liberté sexuelle du souverain, à la licence de la Cour et désireuses de confiner l'épouse dans le huis clos de la maisonnée. Cet ensemble complexe, hétérogène, comprend des gens d'Église, des cita-

dins formés au droit et à la théologie (juristes, criminalistes, notaires, avocats, médecins...), des boutiquiers, des commerçants, etc. Son ciment le plus ancien provient d'une culture urbaine médiévale alimentée par la veine littéraire « gauloise » très misogyne des contes, des farces et du théâtre. Bien qu'elle soit antihumaniste, elle influence Rabelais, dont la position vis-à-vis des femmes se révèle extrêmement ambiguë. Noble, provincial, Montaigne n'est pas non plus l'un de leurs fervents admirateurs. Des estampes parisiennes traduisent remarquablement un tel état d'esprit. Elles laissent comme unique alternative aux dames représentées la maternité glorieuse ou les turpitudes d'une existence trop libre qui les transforme en pures diablesses³⁶. Les producteurs et les consommateurs de ces images sont en accord avec ceux qui excluent les femmes du savoir livresque, voire des écoles primaires. La méfiance ultérieure de nombreux philosophes des Lumières face à la conquête de l'écrit par le deuxième sexe les rapproche curieusement de ce camp. Il faut, néanmoins, attendre la disparition de la culture aristocratique de cour très favorable aux femmes pour voir s'imposer un tel état d'esprit au XIX^e siècle, la véritable égalité scolaire n'étant conquise qu'au suivant. Les bourgeois triomphants de l'ère industrielle ont cependant discrètement inventé un double standard de comportement masculin dont la pratique a rendu une grande importance à certaines de celles que les moralistes désignent comme des filles perdues. Hors du foyer où trône la mère irréprochable, ils cherchent un plaisir charnel plus complet et plus transgressif dans les bras de ces dernières. Le triptyque courtois se reforme dans un univers socialement très différent : le respectable mari devient un amant éperdu, si bien que la maîtresse y gagne un rôle irremplaçable dans la configuration des sexes. D'autant que nombre d'épouses, bien plus obéissantes qu'on ne le croit, imitent avec ardeur leur conjoint en se dotant de soupirants

empressés. Malgré sa grande misogynie, Maupassant traduit la réalité avec précision et talent en racontant les exploits sexuels d'innombrables dames mariées qui trouvent leur bonheur hors des liens conjugaux.

La France bourgeoise du XIX^e et de la première moitié du XX^e siècle s'est dotée d'une morale des apparences d'essence victorienne, mais délicieusement tempérée du côté masculin par la fréquentation des prostituées et par l'art de l'adultère pour les deux sexes. Les rigides Britanniques contemporains n'y comprennent goutte, dénonçant vigoureusement de telles perversités, ainsi que l'indulgence dont bénéficient les auteur(e)s de crimes passionnels, une autre détestable spécificité française à leurs yeux. En réalité, il ne faut pas être dupe du formidable discours misogyne dominant, sans cesse gonflé d'apports nouveaux au cours des siècles, étroitement imbriqué, depuis la Contre-Réforme catholique, avec la vision ecclésiastique de paysans « païens » dévergondés, par la suite étendue à l'ensemble de la classe ouvrière. Car, après s'être vigoureusement définis par opposition aux pratiques scandaleuses des rois et des courtisans, de la Renaissance à la Révolution, les bourgeois les ont adoptées lorsqu'ils ont pris le pouvoir, mais dans la plus grande discrétion, au contraire de l'ostentation aristocratique autrefois déployée en ce domaine. Pour les femmes, l'interdit principal est demeuré identique d'une période à l'autre : leurs conduites libérées ne sont tolérables que dans le non-dit, en évitant soigneusement toute publicité. On cherche en vain la moindre allusion aux amants ou à la sexualité dans les *Mémoires* de Marguerite de Valois comme dans ceux de Sarah Bernhardt, deux très grandes amoureuses aux multiples et célèbres galants. Le code de bienséance exige de n'en jamais parler publiquement. L'homme peut, au contraire, étaler complaisamment ses bonnes fortunes avant 1789, afin de prouver qu'il est un grand séducteur ; il continue par la suite à les distiller avec plus ou moins